

7. *Demande* au Secrétaire général de garder la situation au Tchad à l'étude et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-troisième session.

96<sup>e</sup> séance plénière  
11 décembre 1987

#### 42/201. Assistance spéciale aux Etats de première ligne

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 41/199 du 8 décembre 1986,

*Ayant examiné* les mesures prises par le Secrétaire général au titre de l'assistance spéciale aux Etats de première ligne et à d'autres Etats voisins<sup>97</sup>, à savoir la création d'un centre de liaison au Siège de l'Organisation des Nations Unies, la constitution d'un groupe consultatif interorganisations à caractère officieux et le lancement d'un processus d'élaboration de plans d'urgence,

*Profondément préoccupée* par la détérioration continue de la situation en Afrique australe, qui a aggravé les problèmes économiques auxquels les Etats de première ligne et d'autres Etats voisins se heurtent du fait de la politique d'*apartheid* du régime de Pretoria,

*Consciente* qu'il incombe à la communauté internationale de chercher à résoudre les problèmes de la région,

*Louant* les pays de la région de leurs efforts concertés et résolus pour faire face à la conjoncture défavorable actuelle en renforçant leur coopération économique et en réduisant leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, notamment dans le secteur des transports et des communications et dans les secteurs connexes,

*Réaffirmant* l'importance d'une coopération étroite entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats de première ligne,

*Ayant à l'esprit* les résolutions du Conseil de sécurité 568 (1985), du 21 juin 1985, 571 (1985), du 20 septembre 1985, et 581 (1986), du 13 février 1986, dans lesquelles celui-ci a notamment demandé à la communauté internationale de prêter assistance aux Etats de première ligne,

1. *Sait gré* au Secrétaire général des efforts qu'il fait en ce qui concerne l'assistance aux Etats de première ligne;
2. *Prie instamment et énergiquement* la communauté internationale de continuer à fournir en temps voulu et de façon efficace l'assistance financière, matérielle et technique nécessaire pour permettre aux Etats de première ligne et aux autres Etats voisins d'être mieux à même, sans se départir de leurs stratégies et plans nationaux et régionaux, de supporter individuellement et collectivement les effets des mesures économiques prises par l'Afrique du Sud ou prises par la communauté internationale contre l'Afrique du Sud;
3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mobiliser les organes, organisations et organismes des Nations Unies pour qu'ils répondent aux demandes d'assistance que pourraient soumettre certains Etats ou l'organisation sous-régionale compétente et exhorte de nouveau tous les Etats à réserver une suite favorable à ces demandes;
4. *Fait appel* à tous les Etats et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes pour qu'ils appuient les programmes d'urgence, nationaux et collectifs, mis au point par les Etats de première ligne et d'autres Etats voisins afin de surmonter les graves problèmes causés par la situation en Afrique du Sud;

5. *Note avec gratitude* l'assistance que les pays donateurs et les organisations intergouvernementales accordent aux Etats de première ligne;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à sa quarante-troisième session sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

96<sup>e</sup> séance plénière  
11 décembre 1987

#### 42/202. Assistance spéciale aux Maldives: secours en cas de catastrophe et renforcement de la protection du littoral

*L'Assemblée générale,*

*Profondément préoccupée* par les dégâts causés à l'archipel des Maldives par les raz-de-marée imprévus d'avril, juin et septembre 1987,

*Consciente au plus haut point* des menaces que les raz-de-marée constituent pour ces îles de faible élévation et pour leurs habitants,

*Consciente* de la nécessité de prendre d'urgence des mesures de protection afin de réduire au minimum les dangers de ces cataclysmes,

*Notant* que les Maldives font partie des pays les moins avancés, qu'elles disposent de ressources naturelles très limitées et s'appuient sur une base économique étroite,

*Considérant* les efforts que font le Gouvernement et le peuple maldiviens pour améliorer et accélérer le développement socio-économique du pays,

*Constatant* que le Gouvernement maldivien a entrepris des opérations de secours d'urgence pour venir en aide aux sinistrés à la suite des raz-de-marée d'avril, juin et septembre 1987 et qu'il est résolu à mieux se protéger contre de nouvelles catastrophes de cette nature,

*Convaincue* que des solutions à long terme s'imposent,

1. *Exprime sa gratitude* aux Etats et aux organisations qui ont soutenu et assisté le Gouvernement maldivien dans ses opérations de secours et ses travaux de reconstruction;
2. *Attire l'attention* de la communauté internationale sur la nécessité de réunir des ressources supplémentaires pour mener à bien le programme de mesures préventives envisagé et sur l'insuffisance de l'assistance déjà fournie ou annoncée;
3. *Demande* aux institutions et organismes des Nations Unies de contribuer à l'élaboration et à l'exécution du programme d'action prévu;
4. *Lance un appel pressant* à la communauté internationale pour qu'elle contribue généreusement à cette entreprise;
5. *Prie* le Secrétaire général, conformément aux dispositions de la résolution 41/192 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1986, de mobiliser le soutien et l'assistance de la communauté internationale au Gouvernement maldivien dans les efforts qu'il fait pour exécuter le plan d'action;
6. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à sa quarante-troisième session sur l'application de la présente résolution.

96<sup>e</sup> séance plénière  
11 décembre 1987

<sup>97</sup> Voir A/42/422 et Add.1 à 4